diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

02/2026

Synthèse de l’actualité internationale de février 2026

samedi 28 février 2026,par Axelle DEGANS

Citer cet article / To cite this version :
Axelle DEGANS, **Synthèse de l’actualité internationale de février 2026**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 28 février 2026.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via **la page suivante** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

A. Degans vous offre la synthèse de février 2026 : Elections dans le monde ; Les Etats-Unis sur tous les fronts ; Les difficultés de la Syrie post-el-Assad ; Positionnement des Européens sur l'islamisme radical ; Epstein, une affaire aux ramifications mondiales, etc.

Voici la précieuse synthèse d'Axelle Degans qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique mondiale, voire préparent un examen ou concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information hebdomadaire.

Le sort des urnes

Les élections présidentielles de février 2026 au Costa Rica s'inscrivent dans la continuité des précédentes car Laura Fernandez, élue avec 48% des voix, était ministre du président sortant Rodriguo Chaves. Seconde femme à être élue à la magistrature suprême, elle appartient à un courant politique de droite décomplexée, voire « dure ». A l'instar de ce qui existe dans des pays comme le Salvador et le Honduras, le Costa Rica qui a fait longtemps figure d'exception de stabilité dans une Amérique centrale déstabilisée, est à son tour gangréné par la violence et le crime organisée. La nouvelle présidente annonce vouloir s'inspirer de la politique menée par le président salvadorien Bukelé.

Au Portugal, le deuxième tour de l'élection présidentielle oppose le socialiste Antonio José Seguro à André Ventura à la tête du parti Chega, classé à l'extrême-droite. Le nouveau président portugais a remporté les deux-tiers des suffrages exprimés. Le parti Chega a réalisé une percée historique. Monsieur Seguro remplacera le conservateur Marcelo Rebelo de Sousa.

La Première ministre japonaise, Sanaé Takaichi, convoque des élections législatives pour obtenir un plébiscite, alors que le Japon est dans une situation peu confortable. Au niveau interne, la Première ministre propose un plan de relance de 110 milliards d'euros, et souhaite lutter contre l'immigration (Coréens, Chinois) préférant améliorer la productivité plutôt que d'ouvrir les portes migratoires. Elle propose d'augmenter le budget militaire, dans le cadre des tensions autour de Taiwan, mais aussi des menaces de la Corée du Nord. Elle compte sur l'alliance avec les Etats-Unis.

En Thaïlande, Anutin Charnvirakul à la tête du parti conservateur le Bhumjaithai, a remporté en février 2026 les élections législatives. Natthaphong Ruengpanyawut, le chef du Parti du peuple (réformiste) reconnait sa défaite électorale, que les pronostics n'avaient pas prévue. Le Premier ministre est donc confirmé dans son poste, les accrochages militaires avec le voisin cambodgien n'y sont peut-être pas pour rien.

Dr. Axelle Degans
Degans/Diploweb

Les Etats-Unis sur tous les fronts

Le « *Board of peace* » à la main de D. Trump a tenu sa première réunion en février 2026 et compte 22 membres fondateurs (Paraguay, Salvador, Maroc, Bahreïn, Kosovo, Turquie…) six autres vont bientôt y entrer (Albanie, Égypte, Koweït…), d'autres sont des membres observateurs comme Chypre, l'Inde, l'Union européenne aux côtés de … la Russie. Ce « Conseil de la paix » serait-il une organisation concurrente de l'ONU et sous domination de Washington ?

Washington patronne les difficiles négociations trilatérales entre Ukraine et Russie.

Des pourparlers sont aussi menés en février 2026 à Genève concernant le nucléaire iranien. Le régime des mollahs continue une répression atroce qui aurait déjà causé la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Washington déploie dans le même temps un impressionnant dispositif militaire au Moyen-Orient : deux porte-avions, 22 aéronefs, 50 000 soldats… Et le 28 février 2026, une série de frappes aériennes, menée en commun avec Israël, vise le régime des mollahs avec pour objectif déclaré le renversement du pouvoir par la population iranienne pour partie déjà en révolte. L'action informationnelle agit comme catalyseur de l'action cinétique : le site de l'agence de presse iranienne a été hacké et a diffusé ce jour des messages annonçant que les forces de sécurité du régime étaient neutralisées… Ce qui a pour objectif de démobiliser les soutiens du régime. En réalité, personne ne sait combien de temps cette nouvelle guerre va durer et quels seront ses effets en interactions à plusieurs échelles. « Quelle sera l'attitude des acteurs régionaux ? On a vu les pays du Golfe peu enthousiastes à l'idée de ces attaques et si la fragilité du régime est plutôt encouragée, sa destruction demeure une ligne rouge » , fait observer sur LinkedIn Guillaume Lasconjarias, Directeur des Études et de la Recherche à l'IHEDN.

La guerre en Ukraine, déjà quatre années

La guerre est déclenchée par la Russie le 24 février 2022, elle devait être une guerre éclair pour installer un pouvoir pro-russe à Kiev. Le président français E. Macron la qualifie de « triple échec pour la Russie : militaire, économique et stratégique ». Militaire car Moscou n'a pris ni Kiev ni Odessa, ville fondée par Catherine II de Russie en 1794. Économique car la Russie consacre entre 8 et de 10% de son PIB aux besoins militaires, ne pouvant plus investir dans des secteurs civils

pourtant essentiels pour son avenir. Stratégique car l'agression russe a cristallisé une nation ukrainienne qui avait peine à le faire, élargi l'OTAN à des pays neutres comme la Finlande, voisin direct de la Russie et donc ressuscité une alliance militaire que le président français estimait en « mort cérébrale » en 2019, alliance à laquelle Kiev postule.

Les pertes humaines sont très difficiles à définir, tant les chiffres sont politiques, cependant le *Center for strategic and international studies* (CSIS) les estime en février 2026 à deux millions de victimes, tuées ou dans l'incapacité de combattre : cette guerre dévore les hommes plus que toute autre sur le sol européen depuis 1945. Ces pertes posent la question de la capacité des deux camps à les remplacer, celle de leur acceptabilité sociale, celle des fortes divisions internes entre les mobilisés et volontaires et de l'autre les « planqués », surnommés en Ukraine les « ukhyliants », sans compter ceux qui ont fui la guerre. Les sociétés devront se reconstruire après la guerre, un défi de taille. Il s'agit d'une guerre d'usure pour des pertes et gains assez faibles de territoire, une guerre à la fois de haute intensité et asymétrique qui change en profondeur la stratégie, un laboratoire de la guerre du XXIème siècle : celle des drones.

Les négociations pour parvenir à une fin des combats se font sous l'égide des Etats-Unis, mais elles sont bien laborieuses. Donald Trump aimerait troquer les pertes territoriales ukrainiennes (Donbass et Crimée aux mains des Russes) contre une intégration ultra-rapide de l'Ukraine dans l'Union européenne qui assumerait aussi une part importante de la reconstruction – le président ukrainien réclame 500 milliards – et des garanties de sécurité qui sont un point d'achoppement avec Moscou. Ces négociations se tiennent de façon très symbolique à Abou Dhabi puis à Genève, et non en Europe communautaire dont les représentants sont accueillis à Kiev le 24 février 2026, avec la nouvelle d'un emprunt de 90 milliards d'euros contracté à l'échelle fédérale pour continuer à l'aider.

Les difficultés de la Syrie post-el-Assad

Les troupes de l'homme fort de Damas, M. al Chaara ont refoulé en février 2026 les FDS Kurdes au Nord du pays. Après un compromis, les forces de Damas s'installent à Hassaké, tenue jusque-là par les FDS, qui ont subi un siège à Kobané et doivent s'intégrer à la Syrie nouvelle. Dans le Rojava, partie kurde de la Syrie, les femmes kurdes ne sont pas soumises à la polygamie, le mariage des mineures est combattu, les femmes peuvent hériter comme leurs frères. Elles craignent une dégradation de tout ce qu'elles ont gagné. Le rêve d'un Kurdistan autonome dans la province du Rojava s'éloigne, bien que les Kurdes aient été le fer de lance de la résistance aux mouvements djihadistes et salafistes en Syrie. Un accord au goût de cendre pour de nombreux Kurdes, qui ont dû abandonner une partie des camps de rétention de djihadistes. Ces djihadistes vont-ils en profiter pour poursuivre leur combat, y compris dans leur pays d'origine ?

Les Kurdes craignent aussi l'instauration de la charia par le nouveau pouvoir de Damas.

Positionnement des Européens sur l'islamisme radical

Les Frères musulmans ont déjà fait l'objet d'un rapport en France en 2025 : « Les Frères musulmans et islamisme politique en France » [1]. La mouvance frériste est déjà interdite dans plusieurs pays arabo-musulman (Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie) mais aussi aux Etats-Unis. Ce rapport analyse une stratégie anti-républicaine, d'entrisme que le ministre de l'Intérieur qualifie de « menace pour la République et notre cohésion nationale », ce qui fait échos aux menaces reçues par l'universitaire et membre du CNRS Florence Bergeaud-Blackler – « Le frérisme et ses réseaux l'enquête » (éd. Odile Jacob, 2023) - qui est même empêchée de tenir des conférences. Le rapport analysant que « le projet des Frères musulmans s'articule autour de la création d'un État islamique et l'application de la charia ». Suite de ce processus, un député français est à l'origine d'une

proposition de résolution de l'Europe communautaire pour « inscrire la mouvance des Frères musulmans sur la liste européenne des organisations terroristes ». Le texte a été adopté le 22 janvier 2026 [2].

Les Français sont aussi à l'origine d'une résolution européenne pour inscrire les Gardiens de la révolution islamique d'Iran sur la liste des organisations terroristes.

Cette résolution a provoqué une vive condamnation de Téhéran qui mène une répression féroce contre sa population civile, avec peut-être plusieurs dizaines de milliers de victimes. En ce qui concerne les Frères musulmans, les services belges du renseignement s'inquiètent de l'enracinement de ce mouvement en Belgique, de l'influence qu'il exerce déjà au niveau politique. Dans ces deux pays les craintes concernent particulièrement les dangers de ségrégation de de polarisation.

Le frérisme n'est qu'une forme de l'islam radical, aux côtés du salafisme et du djihadisme. Tous ont pour objectif la constitution d'un califat et de la charia partout où ils sont présents. Les démocraties apparaissent bien faibles face à ces mouvements qui divisent profondément le paysage politique tant à l'échelle nationale qu'Européenne. Inscrire ces mouvements sur la liste des organisation terroristes est donc un geste fort.

Epstein, une affaire aux ramifications mondiales

L'affaire Epstein, de pédo-criminalité, de prostitution, de corruption est une bombe à fragmentation à l'échelle de l'Occident, mais pas seulement. Le réseau Epstein a d'abord fait plus d'un millier de victimes, des femmes parfois mineures. Le couple Clinton a été obligé de venir s'expliquer fin février 2026 devant le Congrès américain, et demande l'audition de Donald Trump. Certaines personnes ont dû abandonner leurs titres ou fonctions : le prince Andrew, déchu de ses titres est contraint de déménager ; Peter Mandelson, ancien Commissaire européen au commerce ; Larry Summers Secrétaire du Trésor de Bill Clinton… en France Jack Lang et sa fille… Une attaque réputationnelle sans précédent qui concerne encore les frères Kimbal et Elon Musk, Bill Gates, Noam Chomsky, un des penseurs du mouvement altermondialiste, Steve Bannon théoricien du mouvement qui a porté Donald Trump à la présidence, des personnes politiques de premier plan. Le scandale s'étend jusqu'en Norvège, et ce n'est pas terminé. La déflagration du scandale Epstein touche aussi l'Afrique, et en particulier des proches du pouvoir en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Et encore, les documents livrés ne sont pas complets.

Pékin continue sa reprise en main de Hong Kong

Le monde connait désormais la valeur de la signature d'un accord international par Pékin. L'engagement au respect de la règle « un pays, deux systèmes » n'est plus de mise. En 2014, les manifestations des « parapluies » mobilisant déjà des dizaines de milliers de personnes dénonçaient la mainmise de plus en plus forte de Pékin sur Hong Kong, dont le sort a été scellé avec la crise sanitaire, prétexte au confinement.

Les Européens face à leurs choix

L'Europe communautaire s'est construite sur le libre-échange, l'interdépendance et une ouverture résolue, incarnant plus que toute autre la « mondialisation heureuse » défendue par Alain Minc. Elle a donc choisi le modèle qui conduit à la désindustrialisation permettant d'acheter ce qui est nécessaire à bas coût grâce à la mise en concurrence à l'échelle mondiale et la modicité des frais de transport via la maritimisation, au détriment de la production de richesse sur son sol.

> Voir aussi Adina Revol, Pierre Verluise, Emilie Bourgoin, Europe, année zéro ? Avec A. Revol

Le réveil est bien douloureux : car la dépendance des Européens est multiforme et profonde. Les Etats-Unis ont décidé d'appliquer une taxe douanière de 15% à de très nombreux produits européens (d'autres sont bien plus fortement taxés), ce que Philippe Chalmin analyse comme une capitulation, mais Ursula von der Leyen comme un bon *deal*. Pourtant les Européens n'ont pas baissé leur garde seulement du côté atlantique. Un récent rapport du Haut-commissariat à la stratégie au plan tire la sonnette d'alarme. La concurrence chinoise ne s'exerce pas seulement au détriment des Européens sur les marchés extérieurs, mais aussi très largement sur le marché intérieur communautaire : « Autour de 55% de la production manufacturière de l'Union européenne pourrait se trouver exposée à une concurrence chinoise difficilement soutenable à moyen terme ». Selon ce rapport très alarmiste, 70% de la production manufacturière de l'Allemagne et 70% des secteurs de l'excellence française sont exposés au risque chinois, au-delà de la filière automobile clairement menacée, les risques concernent aussi les secteurs du nucléaire, de l'aéronautique…. Ainsi, l'Institut Leibniz pour la recherche économique (IWH) estime en février 2026 que les faillites industrielles en Allemagne sont beaucoup plus nombreuses avec la guerre en Ukraine et ont atteint un pic en 2025, le niveau le plus élevé depuis vingt ans. Le rapport préconise des droits de douane de 30%, une préférence européenne et une dévaluation de 30% de l'euro bien trop élevé face au renminbi chinois.

Un regain de violence entre Afghanistan et Pakistan

Les relations continuent à s'envenimer en février 2026 entre Kaboul et Islamabad, ces deux pays étaient pourtant très proches puisque le Pakistan a servi de base arrière aux Afghans lors de la guerre contre les Soviétiques. La frontière était tellement poreuse entre ces deux voisins que les Etats-Unis d'Obama envisageaient ce théâtre de conflit sous la dénomination « AfPak ». Depuis la prise de Kaboul par les Talibans, rien ne va plus. Des tirs s'échangent de part et d'autre de la frontière, et l'aviation pakistanaise bombarde Kaboul. Le ministre pakistanais de la défense annonce : « C'est désormais la guerre ouverte entre nous et vous ». Kaboul appelle à l'apaisement.

La grande peur industrielle en Union européenne

Le sommet de l'industrie européenne s'est tenu en février 2026 à Anvers, en Belgique, réunissant plus d'un millier de participants, entreprises, syndicats et fédérations professionnelles. Un constat dramatique pour l'industrie chimique y a été dressé : en une année une centaine de sites industriels a fermé, 75 000 personnes ont été licenciées. L'industrie chimique est indispensable à une souveraineté européenne. Le nouveau Premier ministre belge, Bart De Wever prévient : « Nous risquons de perdre l'ensemble des secteurs pétrochimique et sidérurgique. Les coûts énergétiques les tuent. Sans ces secteurs, tous les rêves d'autonomie stratégique disparaissent. » Le choc énergétique lié à la guerre en Ukraine, au choix de se passer du gaz russe pour préférer un gaz de schiste américain plus cher et plus sale, à l'heure d'une transition énergétique mal préparée qui n'a pas suffisamment anticipé les nouveaux besoins en électricité, rend le coût de production bien peu compétitif en Union européenne.

Ce signal d'alarme s'ajoute au rapport de l'Institut Leibniz pour la recherche économique (IWH) qui met en garde face aux nombreuses faillites industrielles. L'Union européenne ne peut pas se passer de créer des richesses, sous peine de voir son niveau de vie s'effondrer. La sécurité économique est un impératif pas un luxe accessoire.

Les rapports de force inscrits dans l'espace communautaire évoluent : le mythe du « couple franco-allemand »

Les relations entre la France et l'Allemagne se sont inversées au cours du temps. En février 2026, les incompréhensions et les déconvenues se multiplient entre les deux rives du Rhin. Berlin n'apprécie pas le changement d'attitude du président français, sous pression de ses agriculteurs, face à la signature du Mercosur qui permet de sécuriser un approvisionnement précieux en matières premières, indispensables à l'industrie notamment allemande, mais qui ouvre le marché agricole… Les tensions sont très fortes au niveau énergétique entre une Allemagne qui a renoncé au nucléaire et au gaz russe, pour relancer sa production de charbon et la France qui a misé sur l'électronucléaire et dispose donc d'une énergie peu onéreuse à la production mais qui ne peut la vendre bien moins chère sur son territoire (marché de l'électricité) perdant ainsi un avantage comparatif face aux entreprises de ses voisins. En fait, les intérêts entre Berlin et Paris sont de plus en plus divergents. Sans vouloir être trop caricaturale, Berlin est traditionnellement une puissance économique, financière et industrielle, Paris une puissance militaire, diplomatique et agricole. Berlin s'affiche de plus en plus sur la scène géopolitique communautaire et internationale, est devenu une vraie puissance agricole, par exemple dans le domaine laitier, et annonce vouloir investir 500 milliards d'euros dans sa défense… En outre, le projet du SCAF, avion de chasse franco-allemand soutenu par le président français, peine à voir le jour tant les intérêts industriels s'opposent, et le chancelier Allemand s'autorise à tancer la France à propos de ses dépenses de défense qu'il juge insuffisantes.

En fait, la France paie très chèrement son affaiblissement économique, sa désindustrialisation, son endettement excessif, ses difficultés à se réformer et son impasse politique depuis la dissolution de l'Assemblée nationale (juin 2024). Le président français, E. Macron, a perdu une grande partie de son crédit auprès de ses partenaires européens qui ne partagent pas la même vision de ce que devrait être la souveraineté, qui reprochent à Paris d'être le nouvel « homme malade de l'Europe ». Un président à qui il ne reste qu'une année de pouvoir dans un pays devenu difficilement gouvernable. L'Allemagne, qui mène une guerre économique sans merci à ses partenaires européens, s'est lourdement trompée dans ses choix énergétiques comme géopolitiques, s'impose jusque dans les institutions communautaires. Le rapport de force a basculé au profit de Berlin qui ne s'embarrasse pas d'un « couple franco-allemand » mais défend ses intérêts.

En Afrique, les attaques des islamistes continuent…

Au Nigéria, une nouvelle attaque au centre du pays s'est soldée en février 2026 par l'enlèvement de cinq personnes. Deux autres attaques sont menées dans le Nord-Est, sur un marché à Shiwari : pillage et assassinats…

Au Burkina Faso, les djihadistes ont assassiné en février 2026 une quarantaine de paramilitaires dans la région de Gourma et les membres d'une organisation terroriste liée à al Qaida, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), est responsable de plus d'une centaine de morts.

Au Niger, les putschistes n'ont pas pu empêcher en février 2026 une attaque de l'État islamique (EI) contre l'aéroport de Niamey, le principal du pays, mais aussi le lieu qui héberge la base militaire 101. L'ampleur des dégâts n'est pas connue. Cette attaque visait notamment les drones nigériens.

… et expliquent en partie un début de rapprochement entre

le Tchad et la France

Les différents régimes putschistes du Sahel – Mali, Burkina Faso, Niger – ne parviennent pas à endiguer les organisation djihadistes, qui souvent font congruence avec les Touaregs. Les militaires ont pourtant justifié leur coup d'État par la nécessité de mettre un terme aux méfaits des mouvements djihadistes auxquels les pouvoirs civils n'ont pas su apporter de réponses définitives. Ils se sont appuyés sur les forces de sociétés paramilitaires russes telles Wagner – devenue Africacorps – censées pouvoir éradiquer le djihadisme et sur des investissements chinois. Ces régimes se sont séparés de la force Barkhane et ont congédiée la France, préférant Moscou et Pékin. Le Tchad n'y a pas échappé pourtant sa proximité avec Paris n'était pas à démontrer. Les soldats français ont quitté le Tchad en janvier 2025. Début 2026, la France ne dispose plus que de deux bases en Afrique : à Djibouti et au Gabon. Le président tchadien, Mahamat Idriss Déby, vient cependant d'être reçu en février 2026 à l'Élysée, inaugurant possiblement une nouvelle phase dans les relations entre les deux pays, dans le contexte de la guerre qui ravage le Soudan voisin.

Plus
Planisphère. Le Sahel, espace de confrontation informationnelle ? Avec S. Mihoubi

Voir la synthèse rédigée

Émeutes au Mexique

Le Mexique continue en février 2026 la lutte contre les narcotrafiquants, très puissants dans le pays. L'armée est parvenue à retrouver Nemesio Oseguera Cervantes connu sous le nom de *El Mencho*, le principal parrain de la drogue depuis *El Chapo*. Sa mort provoque une vague de violence sans précédent dont l'épicentre se situe dans l'état de Jalisco où est très fortement implanté le cartel. De nombreux vols sont suspendus, de très nombreuses écoles restent fermées et les Etats-Unis appellent leurs ressortissants à la plus grande prudence. Ce baron de la drogue était l'homme le plus recherché par Washington. Les scènes de chaos se multiplient dans le pays, le Guatemala a décrété l'état d'alerte.

Ne pas oublier

En février 2026, le journaliste Christophe Gleizes est toujours aux mains d'Alger, pour sept ans d'emprisonnement.

Bonnes nouvelles

La spationaute française, Sophie Adenot, a rejoint en février 2026 la station spatiale internationale ISS à bord d'un *Crew Dragon*, un lanceur de Space X, entreprise d'Elon Musk. Elle est la deuxième femme, après Claudie Haigneré à participer à un voyage spatial.

Le lanceur européen Ariane 6 a réussi en février 2026 son envol et doit mettre en orbite 32

satellites, dont des satellites pour l'américain Amazon, qui est devenu le principal client d'Arianespace. Amazon passe par Arianespace mais aussi des concurrents pour mettre en orbite sa constellation LEO et concurrencer ainsi Starlink. Ce vol et ce partenariat sont un gage d'espoir pour l'activité spatiale des Européens.

Les sportifs français remportent une belle moisson de médailles des Jeux olympiques de Milan Cortina, avec 23 médailles dont 8 d'or. Le biathlon français a brillé de tous ses feux.

Copyright 28 février 2026-Degans/Diploweb.com

Plus

Planisphère. Pourquoi l'Arctique devient-il stratégique ? Avec J. Bachelier

Voir la synthèse rédigée

Encore plus

Voir les synthèses de septembre 2024, octobre 2024, novembre 2024, décembre 2024, janvier 2025, février 2025, mars 2025, avril 2025, mai 2025, juillet-août 2025, septembre 2025, octobre 2025, novembre 2025, décembre 2025, janvier 2026, février 2026, mars 2026,

P.-S.

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Membre du Conseil scientifique du *Diploweb.com*. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.

Notes

[1] Cf Site du ministère de l'Intérieur : Le ministère de l'Intérieur rend public le rapport intitulé " Frères musulmans et islamisme politique en France ».
https://www.interieur.gouv.fr/actualites/dossiers-de-presse/publication-du-rapport-freres-musulmans-et-islamisme-politique-en-france

[2] Cf Site de l'Assemblée nationale
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/textes/l17t0215_texte-adopte-seance